Je demande excuse d'avoir lu ces écrits, mais je l'ai fait afin de démontrer le résultat de ce que l'on a appelé une vigoureuse politique d'immigration,—la conséquence d'avoir envoyé des démagogues et des hommes qui n'avaient pas la confiance de ces gens qui constituent une classe facile à émouvoir de nos compatriotes, les empêchant par là même de venir dans un pays où, comme chacun le sait, il y a un foyer pour tous et chacun d'eux, ce qui mieux est, un bon chez soi; où ils peuvent gagner pour eux-mêmes, leur femme et leur famille suffisamment pour être à l'abri de toute privation. messieurs qui étaient les plus ardents, lorsqu'ils étaient au Canada, à nous critiquer, à dénoncer l'ancien gouvernement pour ce qu'il avait fait, et à défendre ce qu'ils appelaient les droits de leurs coreligionnaires, sont néanmoins allés en Irlande dans le but d'engager leurs compatriotes à venir s'établir au Canada. Le résultat a été justement celui que je vous ai fait connaître par cette lecture.

Il y a plusieurs autres faits, sur lesquels on pourrait appeler l'attention, se rattachant à l'administration des affaires du pays et plus particulièrement dans cette branche du service public où on semble être allé pour donner des places et des emplois bien rétribués à une légion de parasites ministériels, au lieu de dépenser l'argent du public d'une manière avantageuse pour le pays. Je dis de plus que la politique du gouvernement, consistant à nommer douze ou quinze employés dans le Nord-Ouest et à envoyer des agents dans la mère-patrie, est un système qui a été condamné il y a des années et des années. a été essayé auparavant et a misérablement échoué, et je ne puis voir aucune autre raison pour motiver la ligne de conduite adoptée par les ministres, si ce n'est leur désir de trouver des emplois pour ceux qui les avaient aidés à monter au pouvoir.

Je ne retiendrai pas maintenant la Chambre plus longtemps, vu que nous avons plusieurs projets de lois très importants à examiner. Je ne discuterai donc pas davantage ce sujet, à un moment où nous touchons à la prorogation, mais je crois que le pays apprendra, avant que cinq années se soient écoulées, ce que signifie un gouvernement réformiste et économe, lorsqu'il dispose des ressources du pays et qu'il peut en faire bénéficier ses amis.

L'honorable M. SULLIVAN: Je désire faire une remarque au sujet des dernières expressions dont l'honorable chef de l'opposition s'est servi, et je la donne tout simplement à titre d'explication. Je ne diffère pas d'opinion avec lui quant à ce qui concerne les moyens de favoriser l'émigration vers ce pays—que ce système soit bon ou mauvais, je ne suis pas en état de me prononcer. Nous n'avons pas donné à ce sujet le soin et l'attention que son importance mérite, mais telle a été la pratique suivie au Canada depuis un certain nombre d'années, et en envoyant ce jeune homme en Irlande, les ministres ne pouvaient choisir un homme plus éloquent, ni plus enthousiaste, ni plus désireux d'aider ce pays et sa propre patrie que M. Devlin.

Quant à ce qui concerne les écrits publiés à son adresse dans la presse de la mère patrie, cela prouve combien il est facile d'exciter les animosités en Irlande, combien l'esprit public est prêt à accueil-lir toutes les divergences d'opinions quelles qu'elles soient. On m'informe de la manière la plus certaine—et c'est là le motif qui m'engage à prendre la parole sur cette question—que ces lettres ont été écrites au Canada.....

L'honorable M. SCOTT: Elles ont étéécrites à Ottawa.

Je suis chagrin que la presse d'Irlande se soit montrée si susceptible et se soit laissée si facilement impressionner au point de publier de tels articles. Il n'y a aucun doute dans mon esprit que toute cette animosité a pris naissance ici et qu'elle a été excitée par des hommes qui demeurent au Canada, qui devraient être les amis de M. Devlin. C'est là l'une des causes qui ont fait de l'Irlande ce qu'elle est aujourd'hui.

Je suis heureux d'avoir cette occasion d'exprimer mon opinion sur le compte de